



Entrprise Romande Le Magazine
1211 Genève
022/ 715 32 44
www.fer-ge.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse spécialisée
Tirage: 21'488
Parution: 2x/année

N° de thème: 844.003
N° d'abonnement: 844003
Page: 51
Surface: 38'530 mm²

Rapprocher les hautes écoles des entreprises: une nécessité pour notre prospérité

FATHI DERDER

Conseiller national (PLR/VD)

«Il faut impérativement que l'économie se rapproche des hautes écoles, c'est une nécessité.» C'était au mois de mai 2015, au SwissTech convention center de l'EPFL. Ernesto Bertarelli insistait: «Si l'on veut transférer une idée innovante d'un laboratoire de recherche au marché et au consommateur, au patient ou, plus globalement, au citoyen, il faut renforcer les synergies entre le secteur privé et le secteur public». Une nécessité pour lui, et une évidence pour les quatre cents participants de la Journée de l'innovation et des PME de Réseau: chercheurs, entrepreneurs, investisseurs, scientifiques, étudiants. Personne n'en doute, dans le monde réel. A Berne pourtant, cette évidence ne fait pas l'unanimité.

POUR SUIVRE, VOIRE ÉTENDRE

Quelques mois plus tôt, en mai 2014. Dans une salle de commission, une élue s'étrangle: «J'ai appris que Patrick Aebischer siégeait au conseil d'administration de Nestlé Health Science». Verte de rage. Elle ignore que ce genre de double-casquette est fréquent et indispensable si l'école a de l'ambition. John Hennessy, le président de Stanford, siège au conseil d'administration de Google et de Cisco. Pour le bien de son école. Tous les patrons de toutes les grandes écoles entretiennent des liens étroits avec le monde de l'économie. Au lieu de se réjouir, donc, en mai 2014, la commission de la science et de l'éducation du Conseil national s'offusquait du partenariat entre Nestlé et l'EPFL, la multinationale finançant une chaire de l'école. Les parlementaires ont auditionné les responsables des écoles polytechniques. Ce financement est suspect. Techniquement, nous pourrions décider de financer la recherche uniquement par des fonds publics, et dresser un mur hermétique entre les chercheurs et les entreprises. C'est possible. Mais nous n'y avons

aucun intérêt: nos chercheurs seraient moins autonomes, et moins bons, car sans contact avec le monde extérieur et la réalité du marché. Notre capacité d'innovation serait péna-



FATHI DERDER, Conseiller national (PLR/VD).

lisée. La Suisse a besoin d'universités et de chercheurs en contact direct avec le monde réel. Le Conseil fédéral en est conscient. Il l'a dit et redit à l'occasion du débat en commission: le gouvernement soutient cette stratégie, au cœur de la mission des EPF. Nous devons poursuivre dans cette voie. Nous devrions même l'étendre.

RENFORCER LES INTERACTIONS

Mais le plus étrange, c'est que la méfiance règne, alors même qu'aucun chercheur ne s'est jamais plaint de pressions. Et ils risquent peu de le faire, pour trois raisons. Premièrement, la transparence et l'indépendance de la recherche sont garanties dans la loi¹. Aucune école n'a intérêt à contourner ces obligations légales: une perte de crédibilité ruinerait son attractivité. Deuxièmement, aucun parrain n'aurait intérêt à fausser les résultats du chercheur. Si on investit des millions dans une chaire, on espère obtenir des résultats, si pos-



Entrprise Romande Le Magazine
1211 Genève
022/ 715 32 44
www.fer-ge.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse spécialisée
Tirage: 21'488
Parution: 2x/année

N° de thème: 844.003
N° d'abonnement: 844003
Page: 51
Surface: 38'530 mm²

sible exacts. Et troisièmement, un soupçon de malhonnêteté ruinerait l'image des deux partenaires, tant celle de l'entreprise que celle de la haute école. En résumé: le financement privé de la recherche n'a que des avantages, aucun inconvénient, et aucun risque.

Le Conseil fédéral l'a bien compris. Malgré l'agitation parlementaire, il encourage les hautes écoles à coopérer avec les acteurs privés, notamment au niveau du financement. Pour, argumente-t-il, «renforcer l'interaction de la science, de l'économie et de la société (...). L'association de prestigieux instituts de recherche et d'entreprises au rayonnement international constitue un atout pour la Suisse dans la concurrence mondiale pour attirer les meilleurs talents»². Le succès de l'EPFL repose en grande partie sur ces collaborations. La présence sur son site de multinationales et de dizaines de PME est indispensable à son développement. C'est ce qu'on appelle un «parc d'innovation». Et cette recette est appelée à se développer. D'ailleurs, le parc suisse d'innovation est un projet soutenu par tous les partis politiques. Y compris, étrangement, ceux qui dénoncent des chaires «vendues» à des entreprises.

OUVRIR LES YEUX

Tout va donc bien dans nos hautes écoles. Les chercheurs sont heureux, les entreprises sont heureuses, pour le bien de notre force d'innovation. Mais, visiblement, tout ce bonheur dérange certains élus, qui semblent considérer que les entreprises sont malfaisantes et les chercheurs corruptibles. Ils vivent dans un monde imaginaire, fait de suspicion et de paranoïa. Il est temps qu'ils ouvrent les yeux. Et que tous ensemble, dans l'intérêt de la Suisse, nous renforçons notre écosystème innovant. Il est essentiel que les hautes écoles se rapprochent encore plus des entreprises. Notre prospérité est en jeu. ■

¹ Art. 20 de la Constitution, ainsi que dans la Loi sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI art. 3) et la loi sur les EPF (art. 5).

² Réponse du Conseil fédéral du 21.11.2012 à une interpellation de Mathias Reynard. Ce que le gouvernement répondra d'ailleurs, en gros, à toutes les interpellations de mon collègue sur le même sujet. Quatre au total.

À LIRE

Fathi Derder
Le prochain Google sera
suisse (à 10 conditions)
Ed.Slatkine, 2015, 184 pages.

